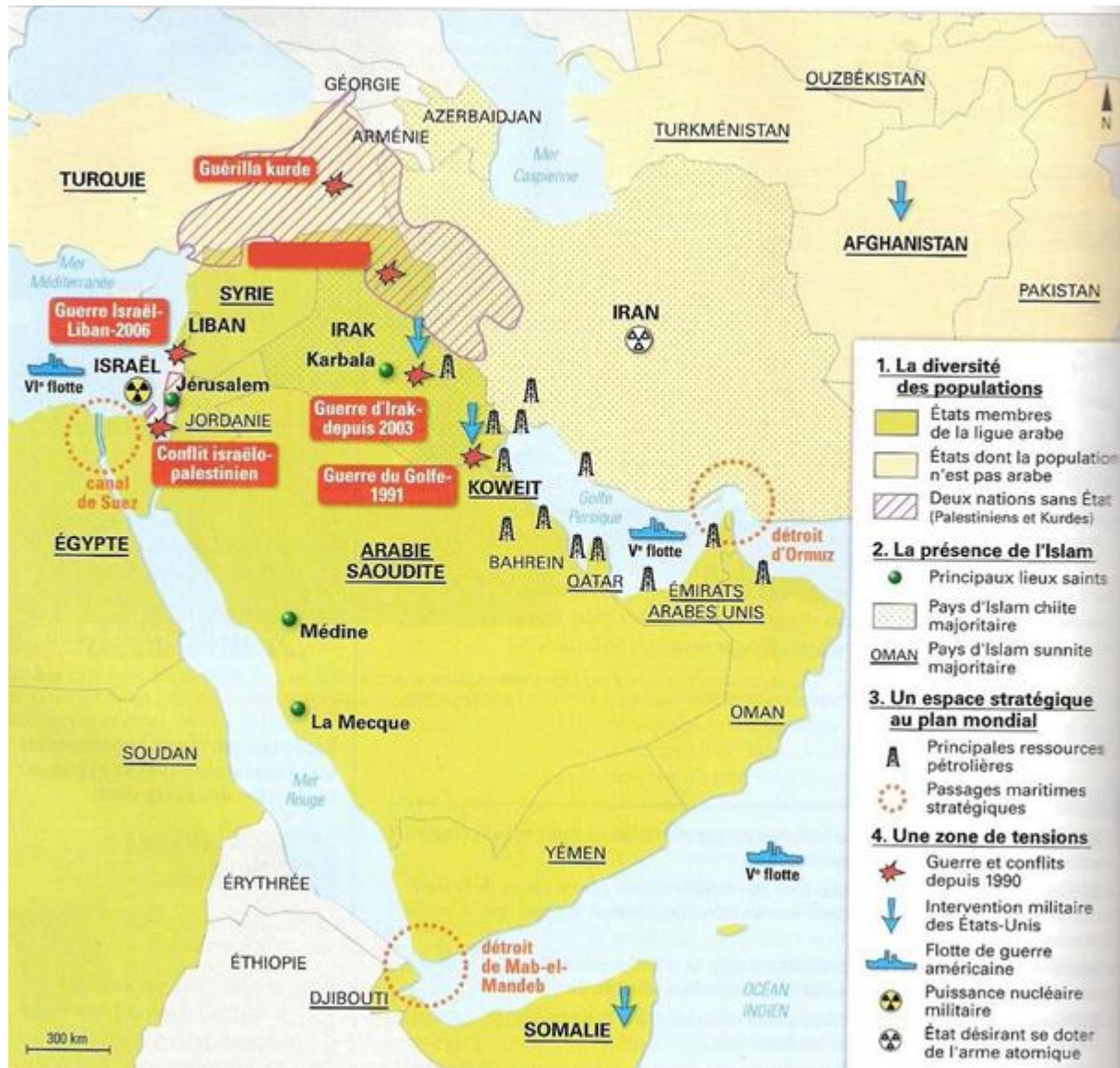


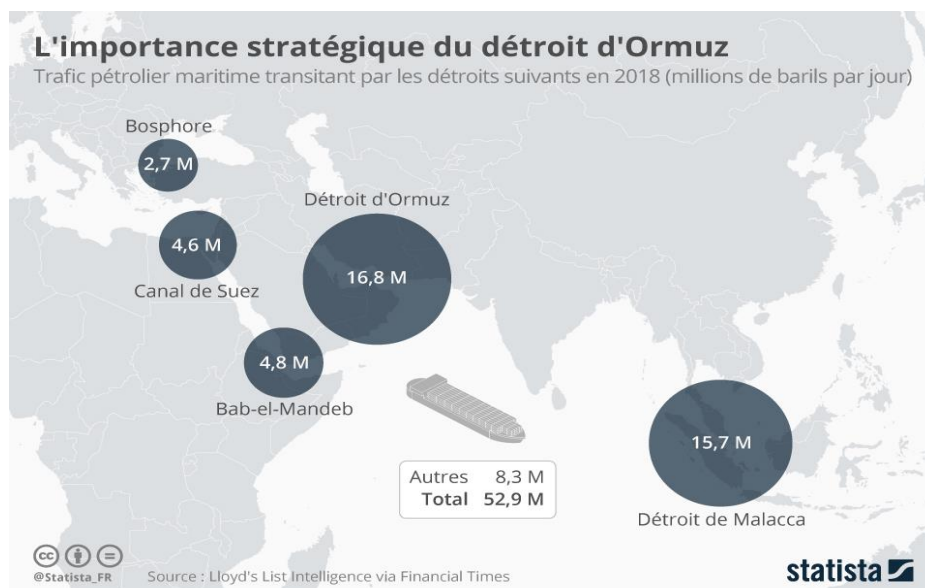
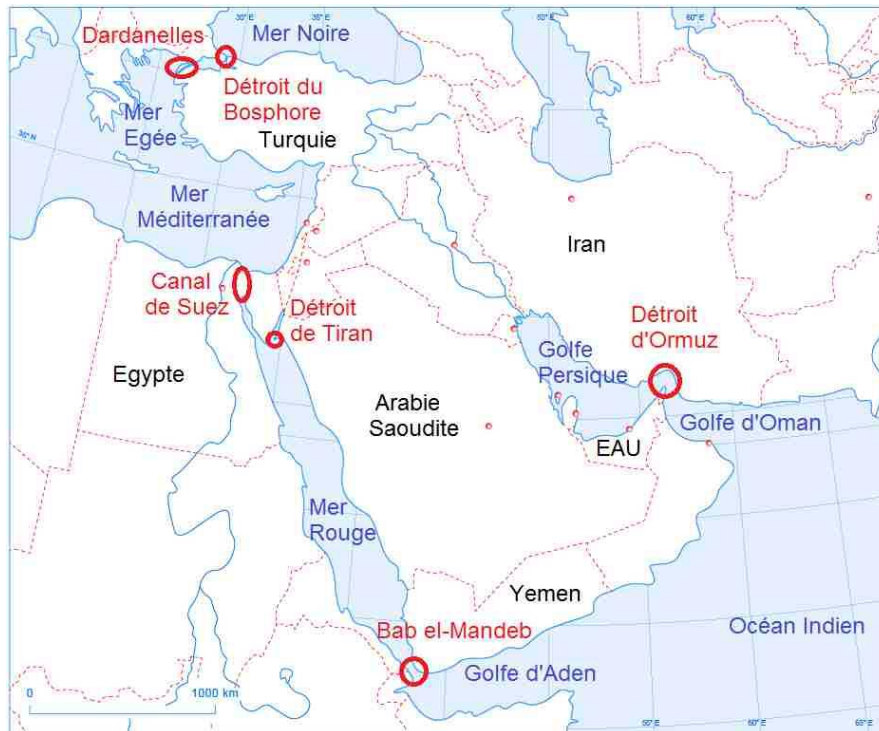
Sur le plan géographique, le Moyen Orient constitue une zone intermédiaire entre l'Asie d'une part, l'Afrique, l'Europe d'autre part. Ouverte sur l'Océan Indien au sud, sur la Méditerranée au nord, dotée d'un sous-sol riche en hydrocarbures, le Moyen Orient a été de tous temps une zone de passage, soit par voie terrestre (anciennes routes commerciales reliant l'Asie à l'Europe), soit par voie maritime.



Composition de la zone géopolitique du Moyen Orient / Middle East
 Bahrain, Egypt, Iran, Iraq, Israel, Jordan, Kuwait, Lebanon, Oman, Palestine, Qatar, Saudi Arabia, Syria, Turkey, United Arab Emirates, North Yemen (–1990), South Yemen (–1990), Yemen

NOTA Manque d'informations actualisées sur le Qatar, Syrie, Emirats Arabe Unis, Yémen.

Les détroits constituent des lieux de passage obligés, aussi importants que le détroit de Malacca (entre Malaisie et Indonésie/ Singapour) dans la zone asiatique :



- **Détroit d'Ormuz**
sortie du Golfe Persique, vers le Golfe d'Oman et l'Océan Indien, bordé par l'Iran et les EAU ; largeur de 40km
- **Détroit de Bab el Mandel**
sortie de la Mer Rouge vers le golfe d'Aden et l'Océan Indien, bordé par le Yémen et Djibouti ; largeur de 30km
- **Détroit de Tiran**
sortie du Golfe d'Aqaba vers la Mer Rouge, bordé par le Sinaï et l'Arabie Saoudite ; largeur de 13 km

- **Canal de Suez**
communique de la Méditerranée à la Mer Rouge en Egypte ; largeur de 370 m
- **Bosphore Turquie**
de la mer de Marmara à la Mer Noire ; largeur de 0.7 à 3 km
- **Dardanelles Turquie**
communique de la Mer de Marmara à la Mer Egée ; largeur de 1 à 6 km

Héritière de grands empires au cours de l'histoire (égyptien, assyrien et babylonien, perse, ...empire ottoman de 1299 à 1922), le Moyen Orient s'est progressivement constitué sur les territoires de l'Ancien Empire Ottoman ; quelques dates :

- Arabie Saoudite 1902-1932
- Création de la République Turquie 1923
- Accords Sykes-Picot 1916 à l'origine des frontières de l'Irak, la Syrie, la Jordanie
- Création de l'Etat d'Israël 1947 après la déclaration Balfour de 1917
- Création de la République Islamique d'Iran 1979

L'histoire du Proche et Moyen Orient est ponctuée de nombreuses tensions et de conflits internes, impliquant les Etats de la région, mais également, directement ou indirectement, des grandes puissances.

Plusieurs éléments de contexte sont à prendre en compte :

- Globalement, la zone du Moyen-Orient présente un **niveau élevé de dépenses militaires**, résultant d'une situation globale très instable et de situations de guerre : Syrie, Irak, Yémen, Afghanistan. Le pétrole constitue la principale ressource. Les variations de grande amplitude du prix du baril, mais aussi les conflits entre Sunnites et Chiites, l'opposition entre les Kurdes et la Turquie, l'intervention de groupes armés de différentes « obédiences » sont des facteurs favorisant cette instabilité, conduisant à des situations de guerre.
- A l'exception d'Israël et de la Turquie, les États de la région ne disposent **pas d'industrie d'armement** et ont donc recours à des importations auprès des grands pays exportateurs. La région constitue pour les USA une région « d'intérêts vitaux ». Toutefois, les événements récents en Syrie ont également mis au premier plan la Russie, l'Iran et la Turquie.
- L'Arabie, les Etats Unis et le pétrole : Le 14 février 1945, à bord du croiseur « USS Quincy », une entrevue entre Roosevelt et Ibn Saoud, une semaine après Yalta, scelle le pacte du Quincy par lequel les États-Unis s'engagent à protéger militairement la dynastie des Saoud en échange de l'exploitation de ses richesses pétrolières. La durée de cet accord était prévue pour être de 60 ans et cet accord a été renouvelé pour une même période en 2005 par le président George W. Bush.

Il s'articule plus particulièrement sur les points suivants :

- La stabilité de l'Arabie saoudite fait partie des « intérêts vitaux » des États-Unis qui assurent, en contrepartie, la protection inconditionnelle de la famille Saoud et accessoirement celle du Royaume contre toute menace extérieure éventuelle. Par extension, la stabilité de la péninsule Arabique et le leadership régional de l'Arabie saoudite font aussi partie des « intérêts vitaux » des États-Unis ;
- En contrepartie, le Royaume garantit l'essentiel de l'approvisionnement énergétique américain, la dynastie saoudienne n'aliénant aucune parcelle de son territoire, les compagnies concessionnaires ne seraient que locataires des terrains. Aramco bénéficie d'un monopole d'exploitation de tous les gisements pétroliers du royaume pour une durée d'au moins soixante ans.

Stratégie de diversification

L'exploitation du pétrole de schiste aux USA a permis aux USA de devenir auto-suffisant (toutefois, cette situation n'est vérifiée que si les cours du pétrole sont supérieurs aux coûts d'exploitation du pétrole de schiste, ceux-ci étant supérieurs à ceux du Moyen Orient.) Dès lors, le Moyen Orient ne semble plus être la principale priorité de la politique étrangère des USA. Le pétrole constitue la source essentielle de recettes du Royaume, de l'ordre de 80%. La chute des prix du pétrole a conduit à envisager une stratégie de diversification afin de réduire la dépendance de l'économie saoudienne. Le prince Mohammed ben Salmane Al Saoud a annoncé en 2016 une série de mesures dans le cadre d'un grand programme baptisé Vision 2030, qui prévoit la baisse des subventions, de nouvelles taxes, et la création d'un fonds souverain à partir des recettes de la vente de 5 % du capital de Saudi Aramco.(introduction en bourse). Sur le modèle des fonds norvégiens ou qataris, ce fonds d'environ 2000 milliards de dollars serait chargé d'effectuer des investissements à l'étranger dans différents secteurs comme la technologie, les transports, l'industrie ou l'immobilier, afin de diversifier les recettes et de préparer l'après pétrole.

Cette stratégie a pour ambition de construire une nouvelle Arabie :

- Par l'émergence de nouveaux pôles de développement, créateurs d'emploi, dans les énergies renouvelables, les mines, le numérique, les loisirs, l'industrie de défense.
- Un budget porté par de grands projets visant à conforter le secteur privé local
- La promotion d'ARAMCO sur les marchés financiers ; un rappel aux investisseurs des solides fondamentaux de la « major » pétrolière, dans une perspective de privatisation.
- Des partenariats avec l'Asie (d'après François-Aïssa Touazi dans l'Opinion 24/06/2019).